



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'ASEAN

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE SINGAPOUR

N° 12 (2023)

Faits saillants

- ❖ Indonésie : croissance 2023 de 5% selon le FMI
- ❖ Malaisie : première enchère de crédits carbone
- ❖ Singapour : annonces liées au rachat de Crédit Suisse

❖ LE CHIFFRE À RETENIR

-17,8Md\$

Triplement du déficit courant
philippin en 2022 (-4,4% du PIB)

Région

Système de paiements : nouveau projet entre la BRI et les banques centrales

Depuis 2021, la Banque des règlements internationaux (BRI) travaille avec plusieurs banques centrales sur le projet Nexus, une plateforme de transferts de fonds transfrontaliers qui vise à simplifier et unifier le réseau dans lequel s'effectueraient les paiements instantanés, la conversion des devises, la traduction des messages et l'analyse de conformité. Nexus est conçu comme un réseau standardisé et multilatéral qui n'a pas vocation à homogénéiser les systèmes nationaux mais à tenir compte de leurs différences. Le prototype Nexus a déjà permis de connecter avec succès l'Eurosystème avec la Malaisie et Singapour, permettant des transferts de fonds instantanés en utilisant des numéros de téléphone mobile. Dans un communiqué conjoint, la BRI et les banques centrales d'Indonésie, de Malaisie, des Philippines, de Singapour et de Thaïlande ont annoncé le 23 mars une nouvelle phase de ce projet. Celle-ci visera à faciliter les transferts de fonds et l'interconnexion des systèmes de paiements instantanés de ces pays dont la population combinée atteint près de 500 millions de personnes.

Déclin de la performance des conglomérats sud-est asiatiques

Dans le cadre d'une étude récente, EY-Parthenon relève des rendements historiquement plus élevés dans les conglomérats de la région par rapport à leurs pairs dans le reste du monde, bien que l'écart se soit resserré sur la dernière décennie. Le cabinet s'est intéressé à 262 conglomérats cotés en bourse, dont 36 situés en Asie du Sud-Est. Entre 2002 et 2011, l'étude révèle un rendement annuel moyen de 34% sur 10 ans pour les conglomérats du sud-est asiatique, contre 14% dans le reste du monde. L'écart s'est nettement réduit entre 2012 et 2021, l'étude observant un rendement annuel moyen de 14% sur la période pour les conglomérats de la zone, contre 10% chez leurs homologues. D'après EY, les avantages ayant permis aux conglomérats d'Asie du Sud-Est de surpasser leurs pairs mondiaux se sont estompés (i.e. facilité d'accès au capital, exposition à des secteurs à forte croissance comme l'énergie, les matières premières et l'industrie). Ces acteurs ont par ailleurs été confrontés à une concurrence accrue de la part d'entreprises de l'économie numérique et de startups innovantes. Les conglomérats

de la région sont également moins diversifiés que leurs homologues mondiaux, avec 90% de leurs revenus provenant des trois principaux secteurs d'activité, contre 75% pour les conglomérats mondiaux. Ils sont également plus souvent détenus par des familles (à 75% contre 50%) et couvrent en moyenne moins de 10 pays, contre plus de 60 pays pour leurs homologues mondiaux.

Indonésie

Mission FMI au titre de l'article IV : croissance prévue de 5% en 2023

En 2023, les conclusions préliminaires de la mission sont les suivantes : i) l'économie indonésienne a bien résisté aux difficultés économiques mondiales, avec une croissance prévue à 5% en 2023, un compte courant globalement équilibré et des flux d'IDE et de portefeuille qui devraient se renforcer ; ii) avec un déficit budgétaire de 2022 à 2,4% du PIB, l'objectif de 3% a été atteint avec un an d'avance. L'inflation, qui a culminé à 6% l'an dernier, devrait revenir dans la fourchette cible de la banque centrale ($3 \pm 1\%$) au second semestre 2023. Dans ce contexte, les politiques macroéconomiques devraient se concentrer sur le maintien de la stabilité et la création d'une marge budgétaire de manœuvre contre les chocs futurs ; iii) la solide gestion macroéconomique de l'Indonésie signifie que les niveaux d'endettement sont gérables pour répondre aux chocs futurs. À l'avenir, des réformes de grande envergure visant à promouvoir un environnement propice aux affaires, à diversifier l'économie et atténuer le changement climatique stimuleront la croissance et la rendront plus durable. La mission a noté que « le gouvernement prend des mesures pour atténuer le changement climatique. Sa stratégie se concentre à juste titre sur le reboisement et l'utilisation des terres, où les coûts d'atténuation sont faibles. À long terme, la réforme des subventions énergétiques et la tarification du carbone peuvent jouer un rôle important pour modifier les incitations dans l'ensemble de l'économie et parvenir à des émissions nettes nulles d'ici 2060 ».

Examen parlementaire pour un second mandat à la banque centrale d'Indonésie de M. Perry Warjiyo

Proposé par le président Joko Widodo (cf. brèves ASEAN semaine 8) pour un nouveau mandat (2023-2028) de gouverneur de la Bank Indonesia, M. Warjiyo a été auditionné le 20 mars dernier au Parlement, qui a approuvé sa nomination le 21 mars. M. Warjiyo a présenté ses priorités : 1) renforcer les politiques et les institutions monétaires dans le cadre de la mise en œuvre de la loi sur le développement et le renforcement du secteur financier (PPSK, qui modifie notamment le mandat de la banque centrale) ; ii) mieux doser les politiques (monétaire, macro-prudentielle, système de paiement...) pour améliorer la résilience face aux chocs économiques mondiaux ; iii) accélérer la numérisation des systèmes de paiement afin d'intégrer l'économie numérique et l'écosystème financier ; iv) développer la finance verte et durable ; v) développer des politiques coordonnées avec le gouvernement et institutions partenaires, dont des politiques pour une économie financière verte et inclusive ; vi) consolider la coordination avec le gouvernement et les institutions partenaires pour la coopération internationale ; vii) réformer la banque centrale afin qu'elle soit plus professionnelle, qu'elle ait une meilleure gouvernance et redevabilité.

Loi omnibus portant création d'emploi : nouvelle loi, mêmes incertitudes constitutionnelles

Le Parlement a finalement adopté le règlement gouvernemental ou ordonnance (Perppu) tenant lieu de loi omnibus portant création d'emplois en session plénière le 21 mars dernier. Cependant, les controverses subsistent. En effet, la constitution de 1945 prévoit dans son article 22 qu'en cas d'urgence, le Président peut promulguer des ordonnances (ou règlements gouvernementaux) au lieu de lois, mais que le Parlement doit valider ces ordonnances lors de la session suivante. Si ce n'est pas le cas, les ordonnances sont nulles et non avenues. Certains spécialistes du droit constitutionnel (comme le directeur du Center for Law and Policy Studies) considèrent donc que la ratification de l'ordonnance (prise le 30 décembre 2022) aurait dû intervenir lors de la session plénière de février. De plus, le Parlement aurait également ignoré les demandes de la Cour constitutionnelle, qui en déclarant la loi sur la création d'emplois inconstitutionnelle le 25 novembre 2021, avait ordonné au gouvernement et au Parlement d'impliquer également le public dans le processus de rédaction de la version amendée de la loi.

Malaisie

Opération inaugurale du Marché Carbone Volontaire

La première opération de vente sur le Marché Carbone Volontaire (MCV) malaisien, première plateforme d'échange carbone conforme à la charia lancée fin 2022, s'est tenue le 16 mars 2023. Les crédits carbone, certifiés par l'ONG américaine Verra et fournis par la société de trading pétrolier et énergétique Vitol Asia Pte Ltd, ont été proposés à la vente au travers de deux types de produits : des contrats Global Technology-Based Carbon (GTC) composés de crédits carbones provenant du projet de récupération de biogaz et de production d'électricité de Linsu en Chine, et des contrats Global Nature-Based Plus Carbon (GNC+) composés de crédits carbones issus du projet Southern Cardamon au Cambodge, de réduction des émissions produites par la déforestation et la dégradation des forêts (REDD+). Quinze sociétés et banques malaisiennes ont participé à l'opération et acquis 150 000 crédits carbone au prix de 4,17 USD par contrat pour les produits GTC et de 15,36 USD pour les GNC+.

Un marché immobilier actif en 2022

L'activité du marché immobilier a affiché une croissance positive en 2022 avec plus de 389 000 transactions évaluées à 40,4 Md USD, soit une augmentation de 29,5% en volume et de 23,6% en valeur par rapport à 2021. Pour les biens résidentiels (62,5% des transactions), la hausse a été de 22,3% en volume et de 22,6% en valeur (21,3 Md USD). L'indice de prix des logements à la vente a augmenté de +2,8% en 2022 en g.a (+1,2% en 2021). S'agissant des biens commerciaux (8,4% des transactions), les échanges ont fortement augmenté (+46,3%) et représentent un montant total de 7,4 Md USD (+16,7%), les boutiques comptant pour plus de la moitié des transactions. Le taux d'occupation a diminué à 75,4% pour les centres commerciaux (0,9 pt par rapport à 2021) et 78,5% pour les bureaux (-0,4 pt).

Tesla, première entreprise étrangère à bénéficier du programme Battery Electric Vehicle Global Leaders

Le ministre du Commerce international et de l'Industrie a annoncé la décision de la firme américaine d'établir un siège social en Malaisie, des centres d'expérience Tesla et un réseau de superchargeurs. La société est la première à bénéficier du programme « Battery Electric Vehicle (BEV) Global Leaders » qui exempte les investisseurs étrangers de l'obligation d'association avec un partenaire malaisien. Ce programme, ouvert jusqu'en 2025, est assorti de conditions d'implantation en Malaisie, d'installation de chargeurs ultra rapides, de recrutement de la main d'œuvre locale et de transfert de connaissances.

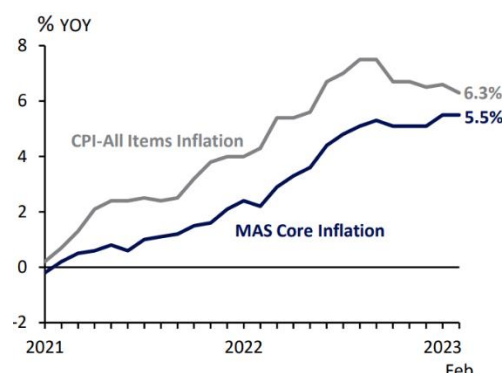
Singapour

Plusieurs annonces de la MAS en lien avec le rachat de Crédit Suisse par UBS

Cette semaine, l'Autorité Monétaire de Singapour (MAS) a fait plusieurs annonces dans le contexte du rachat de Crédit Suisse par le groupe UBS. Dans un premier communiqué daté du 20 mars, elle a déclaré que la filiale de la banque suisse poursuivrait son activité à Singapour « sans interruption, ni restrictions », et qu'elle n'anticipait aucun impact du rachat sur la stabilité du système bancaire singapourien. Dans un second communiqué daté du 22 mars, elle a déclaré qu'elle respecterait la hiérarchie des créances en liquidation dans le cadre de l'exercice de ses pouvoirs de résolution bancaire, répondant indirectement aux craintes globales de dévalorisation de certains titres de dette, notamment les obligations dites « AT1 ». Selon la presse, la filiale de Crédit Suisse représenterait environ 1,6% des actifs bancaires de la cité-État et emploierait autour de 3 500 personnes.

L'inflation sous-jacente toujours à un plus haut depuis 2008 en février

L'inflation sous-jacente (qui exclut le logement et les transports privés) s'est maintenue à 5,5% en g.a. au mois de février, le ralentissement de l'inflation dans les services (+3,9% en g.a.) ayant été compensée par une accélération dans les secteurs du commerce au détail (+3,8%) et de l'énergie (+12,1%). L'indice avait déjà atteint ce plus haut niveau depuis novembre 2008 en janvier, mais reste inférieur aux prévisions des analystes (+5,8% selon Bloomberg). L'indice global des prix à la consommation a, quant à lui, atteint 6,3% en g.a. en février (6,6% en janvier). Les projections pour l'année demeurent inchangées, se situant entre 5,5% et 6,5% pour l'inflation, entre 3,5% et 4,5% pour l'inflation sous-jacente. Ces estimations tiennent compte de l'augmentation de la taxe sur les biens et services de 7% à 8% depuis le 1^{er} janvier. Dans ce contexte, la prochaine réunion de politique monétaire de l'Autorité Monétaire de Singapour (MAS), prévue en avril, pourrait conduire à un nouveau resserrement monétaire.



EnR : Nouveau protocole d'accord entre Singapour et l'Indonésie

Singapour et l'Indonésie ont signé un protocole d'accord (MoU) pour faciliter la coopération en matière d'énergies renouvelables (EnR), stimuler les investissements et les projets transfrontaliers, à mettre en lien avec l'objectif de la cité-État d'importer jusqu'à 4 GW d'électricité à faible émission de carbone d'ici 2035 (30% du besoin en électricité du pays). Au cours des deux dernières années, au moins 5 entreprises à Singapour ont signé des protocoles d'accord pour faciliter l'importation d'électricité propre d'Indonésie vers Singapour. En avril 2022, le singapourien Quantum Power Asia et l'allemand Ib Vogt ont annoncé un investissement de 5 Mds USD pour la construction d'une centrale solaire de 3,5 GW et d'une installation de stockage d'énergie de 12 GWh dans les îles Riau en Indonésie. Si elle est approuvée par l'Autorité du marché de l'énergie de Singapour (EMA), l'électricité sera transportée vers Singapour via un câble sous-marin et pourra être mise en service d'ici 2032. En janvier 2022, la société Abu Dhabi Masdar a signé un protocole d'accord avec le singapourien Tuas Power, EDF Renewables et Indonesia Power pour développer jusqu'à 1,2 GW de capacité solaire, ainsi qu'un stockage d'énergie pour l'exportation vers Singapour. En 2021, Sembcorp, la société PLN Batam de Batam et l'indonésien Trisurya Mitra Bersama (Suryagen) ont signé un accord pour construire 1 GW de capacité solaire dans les régions de Bintan, Batam et Karimun et un système de stockage d'énergie à grande échelle pour servir les communautés locales et pour l'exportation vers Singapour. L'Autorité du marché de l'énergie (EMA) de Singapour a par ailleurs accordé jeudi 16 mars une autorisation conditionnelle au conglomérat Keppel Energy pour importer 1 gigawatt (GW) d'électricité du Cambodge vers le pays.

Vietnam

Pas de risque « Silicon Valley Bank » au Vietnam selon VinaCapital

Selon Vinacapital, les bons du trésor vietnamiens représenteraient 6% des actifs des 28 banques vietnamiennes listées (elles même correspondant à 70% des actifs totaux du système bancaire). C'est similaire aux 5 à 10% généralement observés parmi les banques américaines mais bien en dessous du niveau atteint par la Silicon Valley Bank, pour laquelle les bons du trésor représentaient 45% du bilan bancaire. Ainsi, les banques vietnamiennes sont moins exposées à la baisse des prix des obligations d'Etat (de 15% depuis mi 2021), d'autant plus qu'on ne constate pas de retraits du système bancaire, ce qui évite la vente d'actifs à perte par les banques. Par ailleurs, le ralentissement de la hausse des taux directeurs par la FED permet un certain assouplissement de la politique monétaire vietnamienne qui devrait améliorer la liquidité du système bancaire et l'accumulation des réserves de devises.

Adhésion du Vietnam à la Convention multilatérale pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscale

Le 22 mars, le Vietnam a signé la Convention multilatérale concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale, élaborée par le Conseil de l'Europe et l'OCDE, qui constitue le traité de coopération fiscale le plus étendu au monde (147 juridictions). La convention prévoit notamment la coopération internationale en vue des échanges de renseignements, des contrôles fiscaux et des recouvrements d'impôts à l'étranger.

Vers une accélération des investissements publics en 2023 ?

Sur les deux premiers mois de cette année, les investissements publics se sont élevés à 2,08 Mds USD, soit une baisse de plus de 2% par rapport à la même période de l'an dernier et en dessous de l'objectif fixé par le Premier ministre. Le montant total d'investissement public prévu cette année est d'environ 30,16 Mds USD. Pour lever les obstacles et accélérer le décaissement des fonds publics d'investissement en 2023, le gouvernement a donc mis en place cinq groupes de travail interdisciplinaires, chargés d'identifier les blocages et de proposer des solutions.

Les promoteurs de projets solaires et éoliens préoccupés par le cadre tarifaire

Les promoteurs de projets d'énergie éolienne et solaire craignent de faire faillite, après la promulgation du nouveau cadre de tarifs et le contrat d'achat type par le ministère de l'Industrie et du Commerce (MOIT). Les nouveaux tarifs de rachat (1185-1508 VND/KWh, soit 0,046-0,059 EUR pour le solaire et 1587-1816 VND/KWh soit 0,062-0,071 EUR pour l'éolien) seraient en effet trop bas pour leur permettre de rembourser les emprunts auprès des banques (20 à 30% inférieurs aux tarifs précédents, le mécanisme de tarification feed-in-tariff ayant expiré en fin 2020 -solaire- et fin 2021 -éolien-). 36 investisseurs dans des projets de centrale solaire et éolien, qui n'ont pas pu terminer leurs projets à temps pour bénéficier des tarifs de rachat incitatifs précédemment en place, ont ainsi envoyé une pétition au Premier ministre la semaine dernière pour exprimer leur préoccupation et demander l'établissement de nouveaux tarifs. 84 projets d'énergies renouvelables (capacité totale de 4,68 GW), sont concernés par ce changement de tarif, un retard ayant été pris du fait du COVID. Parmi les 84 projets concernés par ces nouveaux tarifs, 34 (28 parcs éoliens et 6 centrales solaires d'une capacité totale de plus de 2 GW ; investissements totaux de près 3,6 Mds USD, dont 68% ont été empruntés auprès des banques) sont déjà achevés mais ne pouvaient être raccordés au réseau électrique national, en l'absence de cadre tarifaire pour l'achat d'électricité. Le 20 mars, un unique promoteur avait sollicité un contrat avec EVN, les autres n'étant pas intéressés à vendre leur électricité au prix offert.

Thaïlande

Aides aux investissements dans des secteurs stratégiques

Le « Board of Investment » de Thaïlande a approuvé des aides aux investissements pour des projets d'un montant total 1,6 Md USD dans les secteurs des infrastructures énergétiques et numériques : notamment, un terminal de gaz naturel liquéfié (1 Md USD), une centrale de cogénération (150 M USD) en partenariat en copropriété avec Singapour et deux projets de centres de données (300 M USD). Ces projets sont considérés comme stratégiques par la Thaïlande car ils contribueront à sécuriser l'approvisionnement énergétique du pays et à renforcer sa capacité à devenir un hub numérique au niveau régional.

Nouveau plan de développement électrique

Les autorités thaïlandaises devraient publier à l'été leur nouveau plan de développement électrique (« Power Development Plan ») sur 5 ans (2023-2027), avec l'objectif d'accroître l'usage des énergies renouvelables. La sortie du rapport avait été repoussée à plusieurs reprises en raison des effets de la crise sanitaire et des nouveaux engagements annoncés lors de la COP 26 en 2021 par le Premier ministre en matière de réduction des émissions carbone (atteinte de la neutralité carbone d'ici 2050). Pour mémoire, la production d'électricité en Thaïlande reste encore majoritairement dépendante du gaz (54% de la production en 2021), alors que les énergies renouvelables, essentiellement d'origine éolienne et solaire ne contribuent qu'à 11% de la production totale. Le nouveau PDP prévoit par ailleurs d'ouvrir la voie au développement d'énergies alternatives telles que l'énergie nucléaire.

Les autorités thaïlandaises devraient publier à l'été leur nouveau plan de développement électrique (« Power Development Plan ») sur 5 ans (2023-2027), avec l'objectif d'accroître l'usage des énergies renouvelables. La sortie du rapport avait été repoussée à plusieurs reprises en raison des effets de la crise sanitaire et des nouveaux engagements annoncés lors de la COP 26 en 2021 par le Premier ministre en matière de réduction des émissions carbone (atteinte de la neutralité carbone d'ici 2050). Pour mémoire, la production d'électricité en Thaïlande reste encore majoritairement dépendante du gaz (54% de la production en 2021), alors que les énergies renouvelables, essentiellement d'origine éolienne et solaire ne contribuent qu'à 11% de la production totale. Le nouveau PDP prévoit par ailleurs d'ouvrir la voie au développement d'énergies alternatives telles que l'énergie nucléaire.

Philippines

Compte courant déficitaire de 17,8 Mds USD en 2022

En 2022, le déficit courant des Philippines a atteint 17,8 Mds USD soit 4,4% du PIB, en augmentation de +200,1% par rapport à 2021 (5,9 Mds USD soit 1,5% du PIB). Ce déséquilibre croissant est principalement lié au creusement du déficit commercial en biens, qui atteint 69,4 Mds USD (+31,4%). En 2022, la poursuite de la reprise de la consommation, favorisée par la suppression des restrictions sur les déplacements liées à la pandémie, a entraîné une forte augmentation des importations de biens (+18,5% pour atteindre 126,8 Mds USD) n'ayant pas été compensée par la croissance des exportations (+5,9%, 57,4 Mds USD). L'excédent de la balance commerciale en services atteint 15,6 Mds USD, soit +11,3% par rapport à 2021. L'excédent des revenus primaires atteint 5,4 Mds USD (+62,6%), en lien avec la diminution des paiements nets versés aux étrangers sur les revenus de placements (3,5 Mds USD soit -34,9%). L'excédent des revenus secondaires atteint 30,5 Mds USD (+3,5%), porté par l'augmentation des envois de fonds des travailleurs philippins à l'étranger qui atteignent 28,0 Mds USD (soit +3,8%).

Mise en œuvre de la réforme d'ouverture de certains services publics clés

Un règlement d'exécution entrant en vigueur le 4 avril va permettre l'ouverture de certains services publics clés, prévue par l'amendement au Public Service Act (Republic Act 11659) de 2022 visant à supprimer les restrictions sur l'investissement étranger dans certains secteurs tels que les aéroports, les réseaux ferroviaires, les réseaux autoroutiers et le fret maritime domestique. Cet allègement des restrictions sur l'investissement étranger avait été permis par l'opération d'une distinction entre les notions de publics services et de « public utilities » (qui demeurent soumises à un plafond à la participation étrangère fixée à 40% conformément à la Constitution). Le règlement d'exécution charge, secteur par secteur, les agences administratives compétentes d'émettre les lignes directrices et les circulaires pour mettre en œuvre la réforme. Ces agences sont notamment responsables de la définition des exigences relatives à l'obtention des autorisations requises pour l'opération des services publics concernés. Le président de la République est doté du pouvoir de suspendre ou d'interdire toute transaction ou investissement ayant pour effet d'accorder le contrôle d'un service public à une personne ou à une société étrangère, et soumet ces mêmes investissements ou transactions à un examen de sécurité nationale. Sur avis de l'Autorité nationale pour le développement économique (NEDA), le président peut recommander au Congrès la requalification d'un public service en public utility (entraînant le rétablissement des restrictions à l'investissement prévu par la Constitution). Il peut également déclarer un service public comme infrastructure critique. Les infrastructures critiques sont soumises à un plafond de participation de 50% sauf en cas d'accord bilatéral de réciprocité - pour l'instant, seules les télécommunications sont définies comme telles.

Cambodge

Lancement de la dernière phase de la réforme des finances publiques

Le Cambodge a lancé le 20 mars la 4^{ème} phase du programme de réforme de la gestion des finances publiques (2023-2027). Le pays conduit depuis 2004 un important programme de réforme des finances publiques qui vise à renforcer la transparence, la redevabilité et la performance des finances publiques. La première phase du programme a duré de 2004 à 2008 et s'est concentrée sur la « crédibilité budgétaire », la deuxième phase de 2009 à 2015 sur la « responsabilité financière », la troisième phase de 2016 à 2022 sur les « liens entre le budget et la politique », et la dernière phase de 2023 à 2027 sur la « responsabilité de la performance ». Il faut mentionner que la France, via l'Agence française de développement (AFD), apporte son appui à cette réforme par une assistance technique depuis 2019. En 2021, un financement FEXTE de 1 M EUR a été signé pour continuer à soutenir ce vaste programme. Cette assistance a permis d'accompagner la modernisation de la gestion budgétaire, dans une démarche s'inspirant de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF).

Exportations en baisse de près de 9% sur les deux premiers mois

Les exportations cambodgiennes ont atteint 3,28 Md USD au cours des deux premiers mois de 2023, en baisse de 8,6% en g.a., selon les douanes. Les commandes des principaux partenaires commerciaux du Cambodge étaient pour la plupart en baisse. Ainsi, les exportations vers les États-Unis ont chuté de 20,2% et celles vers la Chine de 5,5%. Les achats de l'Europe ont également chuté : -20,1% pour l'Allemagne, -17,5% pour le Royaume-Uni ou encore -48,9% pour la Belgique. Toutefois, les exportations vers le Vietnam ont crû de 36,1%. Ces baisses affectent notamment les vêtements, les chaussures et les articles de voyages, ainsi que les meubles et les bicyclettes. À noter que suite à la condamnation de KEM Sokha, chef de l'opposition, à 27 ans d'assignation à résidence, le Parlement européen propose de maintenir la suspension partielle des avantages de « Tout sauf les armes ». Il a également suggéré d'adopter des sanctions supplémentaires si les élections de 2023 ne respectaient pas des normes internationales ou si les violations des droits de l'homme se poursuivaient au Cambodge.

Laos

Inflation et efficacité du contrôle des prix

Les autorités laotiennes ont décidé d'imposer un contrôle des prix sur 23 produits de base tels que la viande de porc, le riz, le gaz domestique... en réponse à une inflation qui était encore de 41,3% en g.a. en fin février (et même de près de 50% pour les produits alimentaires). Des sanctions sont prévues pour les vendeurs qui ne respecteraient pas les prix (75 000 KIP pour le kilo de porc par exemple), y compris théoriquement jusqu'à des peines de prison. La véritable difficulté provient du fait que l'inflation est essentiellement importée, soit directement par les produits, soit indirectement par les intrants. Dans le même temps, les autorités prônent une substitution de productions locales – en particulier agricoles – à des importations. Il n'est pas certain que l'une comme l'autre de ces politiques ne produisent tous les effets attendus.

Des nouvelles émissions en kip et en dollar

Le ministère laotien des Finances a annoncé l'émission d'obligations d'Etat pour de 2 500 Mds LAK (environ 150 M USD) et pour 50 M USD, en raison du succès des précédentes émissions. Entre 2018 et 2022, le Laos avait émis pour 5 900 Mds LAK (environ 480 M USD) et 100 M USD d'obligations. Ces obligations, de maturités pouvant aller jusqu'à 10 ans, porteront des taux d'intérêt entre 5% (1 an, USD) et 8,15% (10 ans, LAK), ce qui constituent des taux intéressants sur le marché local. La valeur faciale de ces obligations sera de 100 000 LAK et 100 USD respectivement. Les autorités laotiennes entendent réaliser des émissions régulièrement pour « permettre des dépenses budgétaires supplémentaires, équilibrer le budget et financer des projets publics ». Elles diffèrent des émissions de la banque centrale qui, d'une maturité de 6 mois à 1 an, portant intérêt de 15% pour les dernières émises, visent à réduire la masse monétaire en circulation (M2) pour contribuer à la lutte contre l'inflation.

Heurs et malheurs du tourisme... de masse

Alors que le retour des touristes est attendu pour redonner des couleurs à l'économie, le président de l'Association des hôtels et des restaurants estime que le Laos pourrait avoir du mal à gérer un afflux important de touristes chinois. De fait, la grande majorité des établissements ne sont pas conçus pour accueillir des groupes de 100-200 personnes, sans compter les nombreux établissements qui ont fermé pendant la crise. D'ailleurs, alors que les autorités attendent 500 000 touristes à Vientiane cette année, en léger retrait par rapport à 2022, les résidents de Luang Prabang se plaignent déjà. L'afflux de touristes trouble les rituels de dons aux moines, provoque des embouteillages... Ils redoutent la situation lorsque la voie ferrée Laos-Chine sera totalement opérationnelle. Et pendant ce temps, le magazine TIME a classé Luang Prabang parmi les 50 endroits à visiter en 2023, évoquant notamment les cascades, les temples bouddhistes, les bâtiments coloniaux français, ou encore la gastronomie locale.

Birmanie

Fermetures en chaîne dans l'industrie de l'habillement

Deux usines chinoises, fournisseurs du détaillant Irlandais Primark, ont annoncé de la fermeture de leurs sites de production, entraînant la perte d'emplois de 2 200 travailleurs. Ces fermetures font suite à l'annonce de Primark en septembre dernier de ne plus s'approvisionner en Birmanie après qu'un rapport de l'ONG Ethical Trade Initiative ait appelé les marques internationales à reconsidérer leur présence dans le pays en raison de l'évolution de la situation de droits de l'Homme depuis le coup d'Etat de février 2021. Suivant la même logique, Fitex Myanmar, une autre entreprise chinoise de vêtements, fournisseur de la marque allemande de vêtements pour femmes Amisu a aussi annoncé sa fermeture en Birmanie.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Hervé OCHSENBEIN
Rédacteurs : Esma LAOUADI, Olivia PEZARD, Eva THACH

Avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Rangoun et Phnom Penh

Copyright
Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du SER de Singapour

Clause de non-responsabilité
Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut être en aucun cas tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Pour s'abonner : esma.laouadi@dgtrésor.gouv.fr ; olivia.pezard@dgtrésor.gouv.fr ;
eva.thach@dgtrésor.gouv.fr



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité